

Chapitre 7

État-marché et politiques de développement : quelles relations ?*

Introduction

L'échec global et le surendettement provoqués par les politiques de développement autocentrées et appuyées uniquement sur l'action de l'Etat et de la planification pose de façon cruciale et renouvelée l'articulation marché-Etat. Ils font la nature de ce dernier et l'efficacité de ses interventions. A contrario, la réussite des politiques pragmatiques articulées entre elles et ouvertes sur l'extérieur, montre que le développement dépend de façon centrale de la capacité d'un Etat de mettre au service de son projet, les forces et la discipline du marché sur le plan interne, les forces de la régionalisation et de la mondialisation sur le plan externe.

Nous nous appuierons en particulier sur la politique algérienne de développement qui nous semble constituer un cas type de modèle autocentré, menée par un Etat qui nationalise l'entreprise de développement à son profit exclusif, pour montrer les faiblesses et les dangers d'une telle politique.

Nous essayerons de dégager quelques lignes de force majeures des politiques réussies de développement où l'Etat a été le maître d'œuvre et le chef d'orchestre d'une pluralité d'agents décentralisés d'une part, mais où, surtout, l'Etat a su construire des marchés (de produits, de facteurs etc.) et corriger de façon efficace, de période en période, les imperfections de ces marchés d'autre part.

Développement mené exclusivement par l'État et récusant le marché

La plupart des politiques de développement initiées dans les années 1950 à 1970, ont globalement récusé l'aptitude du marché et de ses mécanismes à provoquer les transformations structurelles nécessaires.

* Communication présentée au XIIIème Colloque International – Institut, CEDIMES – ANTANANARIVO – Madagascar – 24 Novembre 2000.

Cet objectif confié à l'Etat et à la planification fut appliqué souvent avec outrance, sans toujours les ajustements nécessaires à temps, et surtout avec une grande inefficacité, à court et à plus long terme, par beaucoup de pays, dont l'Algérie. Cela fut le cas aussi bien dans un contexte international favorable, car l'ensemble des politiques concrètes ont mis en place trop de mécanismes et provoqué trop de comportements peu propices aux adaptations rapides et nécessaires qu'imposent les mutations internes et externes d'une économie.

L'échec global de ce type de développement et des politiques sectorielles auxquels il donna lieu, le surendettement et l'asphyxie financière qu'il provoqua dans le contexte d'une économie fortement rigidifiée et inapte à se redéployer déboucheront sur un P.A.S. qui, pour aussi douloureux qu'il soit, n'en était pas moins nécessaire pour assainir et purger l'économie d'un excès de liquidités malsaines et d'un excès de demande se traduisant en importations, difficilement réversibles.

Nécessaire mais non suffisant, car les problèmes structurels de l'économie algérienne sont toujours présents de façon lancinante et les politiques concrètes de rechange ne sont pas totalement et pleinement formulées, et surtout pas toujours encore opératoires.

La politique de développement – de surinvestissement et de surendettement auxquels elle donna lieu, se posait comme objectif majeur (et se justifiait par la volonté) de mettre fin à une spécialisation coloniale jugée (à raison) comme peu satisfaisante, entre autres, par le volume d'emplois créés, de revenus et de production qu'elle procurait, et de passer à une spécialisation moins étroite par la diversification accrue des activités en particulier industrielles mais aussi agricoles et de services.

Le paradoxe, c'est qu'elle aboutit exactement à son contraire, malgré quelques inflexions récentes importantes. L'Algérie est devenue, en quelques décennies, un pays mono exportateur d'hydrocarbures, et donc mono spécialisé sur le plan international. Bref, une économie explosive. Ce faisant, elle s'est fortement endettée. Cette spécialisation étroite, appauvrissante et déstructurante à moyen terme, a accru le degré de vulnérabilité de l'économie et donc de la société algérienne.

C'est dans cette situation qu'elle tente de passer à une économie de marché. Il faut dire que le contexte économique et doctrinal a complètement changé sur le plan international et sur le plan interne. Le marché est, nous semble-t-il, maintenant crédité de beaucoup plus de vertus qu'il n'en possède en réalité. De plus, une économie de marché ne naît pas spontanément du retrait de l'Etat, surtout lorsque ce dernier a été pendant longtemps « omniprésent ».

L'économie de marché se construit et suppose l'existence des agents qui aient des comportements sensibles aux signaux du marché et des politiques publiques qui adoptent des démarches pertinentes pour y arriver. En fait, il s'agit là d'un véritable bouleversement des cartes mentales des « opérateurs » publics et privés algériens pour qu'ils se transforment en entrepreneurs au sens paradigmatique du

terme. Capables d'oser, de penser, de foncer, de prendre des risques, d'avoir des idées, de savoir faire travailler correctement la main-d'œuvre.

C'est la mise en place de mécanismes efficaces propres à *discipliner et à orienter les agents économiques vers des objectifs à fixer et à réévaluer de période en période, à l'aide d'instruments renouvelés*. Cela implique le changement radical du comportement de l'Etat lui-même et de son mode d'action. Il ne « fait » plus lui-même, mais il doit apprendre à faire faire à des agents décentralisés.

Une économie plus diversifiée était recherchée car elle permet un spectre d'emplois plus large et surtout un volume d'emplois plus élevé, et donc un taux de chômage beaucoup plus faible que celui enregistré alors. Elle autorise une production incorporant plus de valeur ajoutée, une productivité des facteurs plus élevée, dégageant plus de surplus, procurant plus de revenus, et donc apte à moyen terme d'absorber le flux croissant des jeunes qui se présentaient : d'abord aux portes de l'école, que l'on a étendue à tout le monde, dont on a renforcé le degré de gratuité et allongé le délai d'obligation, mais en ne faisant pas trop attention à son contenu : de jeunes qu'il fallait soigner aussi, gratuitement, et qui se présentaient ensuite aux portes du marché de l'emploi et à celles du mariage, et donc du logement, conçu et réclamé maintenant de façon indépendante des parents. Politique d'autant plus onéreuse et lourde financièrement que l'Etat avait, par le biais de la Constitution, garanti l'école, la santé et l'emploi à tout le monde, et que pendant trop longtemps ses pratiques se sont plus identifiées à la construction de murs et/ou la distribution de prébendes et d'avantages de toutes sortes et qu'il a fortement mésestimé la production et la représentation de soi et de l'imaginaire collectif propre à soutenir ce projet.

L'équité, conçue souvent comme égalité et même comme égalitarisme, pas toujours de bon aloi, a trop souvent été appliquée de façon indiscriminée, et au détriment de l'efficacité la plus élémentaire, et ce, dans tous les domaines. L'équité, l'égalité, c'était aussi une distribution des revenus pas trop inégalitaire, c'était aussi et surtout une redistribution du revenu national de nature processive. Or, c'est tout le contraire que nous observons actuellement, et trop de rentes de situation se sont créées à l'occasion de plusieurs politiques.

Trois à quatre décennies de politiques et de pratiques, certes diversifiées de période en période, mais néanmoins, marquées par des représentations données du fonctionnement et du calcul économique, empêtrées dans des lourdeurs, dévoyées rapidement par des pratiques redistributives, n'ont pas permis à l'économie algérienne de capitaliser l'énorme investissement matériel et le non moins énorme investissement intellectuel supportés de façon lourde, massive même, dans la longue période de forte récession qu'elle vient de traverser.

En effet, le taux de chômage reste alarmant depuis quelques années déjà, et semble être le plus élevé de la Région¹². Les résultats « positifs » obtenus en matière de santé : l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance et en termes

d'éducation, l'augmentation des taux de scolarisation à tous les âges, ne donnent pas les résultats escomptés sur le plan économique, c'est-à-dire *l'augmentation de la productivité du travail*.

On peut analyser de la façon suivante l'ensemble de la politique de développement suivie depuis quatre décennies bientôt : *Un modèle de croissance extensive fondé essentiellement sur la valorisation financière des hydrocarbures couplé à un modèle d'industrialisation tout aussi extensif avec un endettement précoce et déstructuration de l'agriculture en phase de croissance démographique rapide*.

Un modèle d'industrialisation extensive

Cette politique donna lieu à des taux d'accumulation rarement réalisés par ailleurs. En effet, ces taux étaient censés être les éléments décisifs du décollage dans la lignée des modèles, tant néo-keynésiens du type Harrod-Domar que celui d'inspiration marxiste de Feldman- Mahalanobis. Tous les théoriciens de l'époque insistaient sur l'investissement et sur la faiblesse supposée de son taux, présentée comme un frein, un obstacle majeur au décollage, dans les pays sous-développés. En Algérie, les taux atteignirent rapidement des sommets inégalés et se heurtèrent tout aussi rapidement à des *difficultés d'absorption de l'économie suite à sa faible capacité*. Ces dernières furent amplifiées dans un milieu de réception non préparé à cet égard.

Les difficultés rencontrées dans la conduite de l'investissement, et donc le degré accru de l'inefficacité croissante de cette dernière, peuvent être mesurés par le coefficient marginal de capital. Il est en général estimé à 3 dans les pays à fonctionnement « normal » ou « intensif ». Il fut de 6 dans les meilleures périodes et monta jusqu'à 20 dans les périodes de multiplication intempestive de projets dans une phase que l'on pourrait qualifier, si le terme avait un sens, de « surindustrialisation » (multiplication rapide des projets). La tendance au surinvestissement, c'est-à-dire à avoir un taux d'accumulation très élevé n'est pas le propre de la première phase, celle de l'industrialisation à outrance.

Même quand cette dernière fut stoppée au tournant des années 1980 et que l'allocation sectorielle des investissements fut profondément modifiée au bénéfice des secteurs dits sociaux et de l'infrastructure, on observa la même tendance. Elle fut légèrement infléchie, certes, mais n'en demeura pas moins (trop) élevée. Jusqu'actuellement et de façon très paradoxale, le taux d'accumulation n'est pas particulièrement faible. Ce qui dénote une *trop forte inefficacité dans la conduite de l'investissement* en Algérie, sur laquelle se greffent des phénomènes de *corruption* lors de *la passation des marchés publics*. Les correctifs apportés par la politique de restructuration organique et financière des entreprises (1980) furent, par certains de leurs aspects, *pires que les maux auxquels on prétendait s'attaquer et qui étaient patents*.

On détruisit la technostucture qui s'était constituée à l'occasion de cette première phase, on éparpilla et on dilua les centres publics de décisions. Politique qui s'est poursuivie par la suite avec plus d'ampleur et qui constitue un des blocages actuels.

On « coupa » des sociétés nationales en dépit du bon sens et on spécialisa des parties dans la production, d'autres dans la distribution. Bref, on accrut le degré d'inefficacité des entreprises, certes moins grandes mais pas pour autant plus viables ni plus gérables, encore moins plus efficaces et ayant toutes subi le même traitement standardisé, en dépit de leurs différences, et donc de leurs caractéristiques intrinsèques. Le résultat le plus patent en fut la multiplication des effectifs administratifs : chaque nouvelle entité étant dotée du même organigramme. Même si, par la suite, on est revenu sur ces découpages, on n'est pas parvenu à mettre en place de véritables entreprises, au sens paradigmatique du terme, c'est-à-dire capables d'utiliser à plein leurs capacités et leurs potentialités dégageant un *cash flow* positif, exportant et connaissant des processus de croissance.

Les restructurations financières successives, dont la dernière en date est celle poursuivie de 1992 à 1997, ont coûté beaucoup d'argent au Trésor sans venir à bout des dysfonctions structurelles des entreprises et du « modèle » de gestion en place, à la base d'une grande partie des inefficacités.

- le modèle initial d'industrialisation prétendait « descendre » les filières de production de l'amont à l'aval, contrairement aux modèles qui prônaient une remontée des filières et qui, concrètement appliqués, ont, dans certains pays (Sud-est asiatique) réussi. Or, les politiques suivies successivement furent telles que l'Algérie ne put jamais dépasser les premiers stades de transformation en amont, en particulier dans les I.S.S.M.E., qui avaient été conçues comme fer de lance de la transformation qualitative de l'économie. Il en fut de même, aussi et surtout, en matière de pétrochimie, de gazochimie, et donc de toutes les industries qui utilisent les hydrocarbures et leurs milliers de dérivés, comme matières premières.
- une spécialisation plus avantageuse, aurait pu et peut encore se concevoir, sur une ou quelques filières des dérivés de ces produits. L'Algérie étant abondamment dotée de cette ressource naturelle, mais ne l'ayant pas valorisé sur le plan industriel.
- dans une volonté louable d'intégration, on mit en place des entreprises tellement intégrées (apparemment) que la plupart du temps elles désintégrèrent l'espace où elles furent localisées et constituèrent des entités enclavées dans un environnement qu'elles furent incapables d'impulser.
- elles ne lui sous-traitèrent pas (ou très peu), ni à l'amont, ni à l'aval.
- elles ne se créèrent point de débouchés les unes aux autres, ou alors, de façon marginale et tellement peu significative que l'impact en fut négligeable.
- on n'a finalement pas réussi à constituer un tissu industriel capable de sous-traiter, de plus en plus d'opérations de production, de façon plus efficace : en termes de qualité, de prix, de délais, etc.

L'Algérie a finalement implanté une collection d'usines qui ne font pas « système ». Les entreprises industrielles semblent avoir été conçues (est-ce de façon « technique » ? est-ce le comportement des acteurs en place ?) de façon structurelle, trop dépendantes de l'extérieur, c'est-à-dire de l'importation (et donc de la disponibilité de devises) pour leurs *inputs*, d'importations, constamment renouvelées des biens d'équipements et des biens intermédiaires. Elles possèdent encore un degré élevé d'extraversion, qu'elles ne sont pas capables d'assumer par leur propre fonctionnement.

On ne donna, ce faisant, que trop peu (ou pas du tout) de chances aux biens similaires produits sur place, par suite de chronologies, et donc de séquences d'investissement qui firent abstraction des délais, des maturations, etc. L'ouverture rapide et sans préparation du commerce extérieur dans le cadre du PAS (puis, surtout dans le cadre de l'accord avec l'U/E) vient accentuer ce phénomène par d'autres mécanismes: la concurrence « déloyale » devient le fait d'autres catégories sociales algériennes. L'importateur prenant appui, et donc acte, sur des conditions plus défavorables faites à la production.

Les entreprises furent implantées, le plus souvent, dans des localités aberrantes, sans tenir compte ni de la disponibilité des facteurs de production (eau, main-d'oeuvre qualifiée...) ni des coûts de transport, ni de tout l'environnement infrastructurel et socioculturel.

Les choix technologiques furent systématiquement faits en faveur d'industries fortement capitalistiques, et donc, très peu *labor-using*, dans un contexte de forte pression démographique, et donc de surplus structurel de force de travail. Ce choix pouvait à la limite se justifier pour des industries amont dont l'éventail des techniques était peu ouvert, mais non de l'ensemble de l'industrie et de l'économie. Ce sont ces types de choix très *capital-using* (explicites ou implicites) qui sont tenaces, perdurent, et qui font que nous sommes « obligés » d'importer beaucoup de biens d'équipement et d'incorporer trop peu de travail (abondant) algérien.

Il faut arrêter de systématiquement tourner le dos aux dotations factorielles, et « d'oublier » non moins systématiquement le travail pour ensuite tenter de l'incorporer dans des politiques palliatives. Que ce soit la politique des sureffectifs imposée initialement aux entreprises publiques ou que ce soit la politique actuelle de « promotion » de l'emploi des jeunes ou l'emploi, soi-disant, pour cause d'utilité publique, ce qui est loin de l'être dans tous les cas. C'est, dans des contextes différents, et avec des mécanismes diversifiés *la même incapacité à mettre réellement et effectivement au travail* le fort volume de population active (gonflé par la forte croissance démographique de la décennie 1970). Cela se traduit globalement pour l'industrie et de façon plus large, pour tous les autres secteurs (en particulier le B.T.P.) par un faible taux d'activité et, malgré la crise, par :

- un excès de recours aux biens d'équipement et intermédiaires importés, mais mal ou peu utilisés. La tendance persiste y compris dans des activités qui pourraient facilement être pourvoyeuses d'emplois ;
- une trop faible absorption d'une main-d'œuvre très abondante, en bonne santé, instruite et qui constitue un « cadeau démographique et économique » non utilisé, et donc « détruit ». Il y a trop peu d'organismes et de mécanismes économiques et sociaux susceptibles de revaloriser les métiers, tous les métiers dont une grande partie, pourtant nécessaire, a tendance à disparaître.
- une inattention exagérée aux autres facteurs rares, en particulier à l'eau dont la faible disponibilité n'a pas incité jusque là, à la recherche de techniques économes en eau dans tous les secteurs d'activité et dans toutes les utilisations.

Il est évident que la dotation factorielle n'est pas quelque chose de fixe et d'immuable. Elle peut se modifier au cours du temps, si l'on se donne comme objectif la construction d'avantages comparatifs à partir de ce qui existe en abondance dans un pays, à partir de politiques flexibles et souples d'améliorations continues. Ainsi donc, l'avantage d'une abondante force de travail, le cadeau démographique dont l'Algérie a bénéficié n'a pas été utilisé et a même été contrarié, rejeté non seulement du fait des choix (le plus souvent malencontreux) technologiques, mais aussi et surtout du fait des *politiques salariales* et de *surprotection de la main-d'œuvre en place, entre autres* par le biais d'assurances sociales trop généreuses (et donc trop coûteuses), compte tenu de leur productivité, de législations inappropriées, en particulier l'emploi garanti une fois obtenu et ce, quel que soit le résultat obtenu et les efforts consentis (ou pas) et alors que beaucoup se mettent progressivement en situation de ne rien faire, de mal faire les choses par suite des mécanismes sociaux qui se mettent en place à la faveur de « gestions » clientélistes ou pour le moins inappropriées.

L'ensemble de ces mécanismes en faveur de ceux qui ont « mis le pied à l'étrier », c'est-à-dire de ceux qui ont obtenu un emploi sûr et des avantages disproportionnés par rapport à leurs compétences réelles et à leur travail effectif, a joué et continue de jouer contre tous les autres postulants à l'emploi, c'est-à-dire essentiellement contre les jeunes.

Ce problème prend donc souvent une *allure intergénérationnelle*, mais il ne s'y réduit pas. Globalement, des générations ont bénéficié de la situation de haute conjoncture (amélioration substantielle des termes de l'échange, endettement facile, surinvestissement et construction des administrations étatiques...), mais n'ont pas dégagé suffisamment, ni de surplus, ni de mécanismes pouvant y mener après périodes d'adaptation, pour les générations suivantes.

Tout cela a joué et continue de jouer contre des générations nouvelles à qui, par le biais de scolarisations plus au moins bien (mal) faites, sans leur demander trop d'efforts, encore moins de caractère, on a inculqué des « besoins » beaucoup

plus étendus que ceux des générations précédentes. « Besoins » amplifiés par la télévision, consommée de façon indiscriminée, mais aussi par tous les « discours » produits et qui trouvèrent toutes les portes de l'emploi fermées, alors qu'on les avait habitués à ce que « tout » leur soit dû, en particulier un diplôme, lequel a ouvert, mais n'ouvre plus, les portes de l'emploi, et un emploi garanti quels que soient les résultats de l'entreprise et ses propres performances. Mais surtout, ce type de comportement s'est généralisé dans les administrations et les services publics qui présentent ces caractères de façon plus accentuée.

Même quand on a investi dans la production de biens (textiles, chaussures), on le fit souvent de façon trop précoce, c'est-à-dire de façon déconnectée du stade atteint par l'économie. C'est le cas de celles qui devaient utiliser des biens intermédiaires dérivant de la pétrochimie par exemple. On a alors le premier stade amont et le dernier stade aval de la production.

Dans les autres cas de figure, on ne produisit pas le type de main-d'œuvre susceptible d'y réussir. Ces industries s'adressent à un marché diversifié dont les goûts (couleurs, formes etc.) sont importants (au delà même des revenus). On produisit et on continua de produire des choses invendables et donc en dépit du marché et du goût des consommateurs. Tout ce qui est artistique, formation du goût ayant été banni à tous les niveaux. On ne peut faire de design si on n'a pas fait de dessin à l'école et le design est indispensable pour toute une série de métiers, et d'industries.

Le rythme et la temporalité des investissements furent tels que le multiplicateur *d'investissement* joua très peu, sauf pour la demande additionnelle: On n'était pas, et on n'est toujours pas en situation keynésienne. L'accélérateur au contraire joua, et continue de jouer, pleinement et entièrement au niveau des économies industrialisées auprès desquelles nous importons trop (une très grande partie en est gaspillée) de biens d'équipement et intermédiaires. Au delà des surcoûts financiers que cela occasionne, il y a là un vaste mécanisme d'exportation de l'emploi, auquel on a trop peu fait attention.

Malgré le rétablissement de la vérité des prix, on n'a pas encore et toujours des comportements plus rationnels en termes d'allocations de ressources, car on enregistre encore trop de gaspillages. On tenta de reproduire le modèle fordiste de l'entreprise et ce, de façon caricaturale, en particulier, abstraction faite des postulats sur lesquels il reposait. Or, elles dérivent de réalités économiques, sociologiques et culturelles et supposent des attitudes et des comportements que n'ont pas les Algériens. Au delà des compétences techniques qui, quoiqu'on en dise, sont les plus faciles à acquérir, il y avait, sous-jacent, (et il y a toujours dans une entreprise) un modèle de hiérarchie et de commandement d'un côté, de discipline, d'apprentissages et d'exécution des tâches de l'autre, bref une attitude devant le travail.

On mit en place des systèmes de commandement, de hiérarchie, de rémunération qui étaient à l'antipode de ce modèle (mais qui n'étaient pas plus efficaces dans ce carcan). Or, ce dernier ne se justifiait que par une plus grande productivité de travail (et du capital) ce qui suppose des rythmes de travail, des cadences et des débouchés importants et donc une *maîtrise absolue de l'ensemble des processus techniques, économiques et humains, sociologiques, psychologiques et culturels* en incluant dans ces derniers *tous* les paramètres qui font que :

- On utilise à plein ou au mieux des capacités de production
- On dégage un surplus c'est-à-dire des cash flow positifs pour pouvoir amortir, renouveler et accroître son capital, c'est-à-dire croître, se développer.
- On exporte pour se procurer des devises, surtout quand l'ensemble du capital a été payé en devises, moyennant une multitude de surcoûts, et qu'il a été de surcroît emprunté.

Le problème reste posé. Malgré toutes les « réformes » et les « restructurations » engagées à ce jour, nos entreprises restent « bloquées » avec, en particulier, une productivité en valeur faible qui, ajoutée à une utilisation partielle des capacités de production et à la lourdeur des coûts de production (trop peu flexibles), ne permet pas de dégager des *cash flow* positifs et qui (sans satisfaire vraiment la demande interne), surtout n'exportent rien. L'ouverture récente et trop forte du commerce extérieur sans préparation réelle des entreprises publiques qui n'ont pas été mises à niveau et le régime commercial et fiscal mis en place, jouent aussi contre celles qui semblaient avoir atteint un certain degré de maturité.

Mais surtout le type de gestion et de vision industrielle au sein même de ces entreprises semblent inaptes à faire leur mue, ce qui semble être un problème très fort, de culture d'entreprise. Il faut donc des efforts énergiques et soutenus à ce niveau. C'est plus difficile à réaliser que la modification d'une législation douanière ou fiscale.

Ces entreprises trop largement dépendantes de l'extérieur, approvisionnées de façon contrainte et, sans contrainte de budget, ont développé des comportements de gaspillages de ressources, en particulier importées (si l'on en juge par le degré accru d'efficacité dans les périodes de restriction des importations, moyennant aussi une certaine contrainte budgétaire). Elles étaient de plus, trop à l'abri du marché extérieur, pour ce qui était de leurs débouchés. On n'a pas permis au secteur privé industriel national de développer une concurrence saine pour toutes les parties prenantes (y compris les consommateurs). Cela explique (un peu ?) qu'elles aient globalement très mal supporté le *choc de l'ouverture du commerce extérieur qui s'est révélé être négatif* et auquel elles n'ont pas été préparées et elles ne semblent pas en position de le faire. Elles subissent, souvent, de la concurrence déloyale ou de la concurrence tout court, selon le cas, sans montrer une grande capacité de réponse positive.

A l'abri du commerce extérieur, elles avaient pendant longtemps, des prix fixés administrativement qui ne couvraient pas leurs coûts, compte tenu de tous les mécanismes de renchérissement de la production et des rigidités structurelles dans les entreprises et dans l'économie en général que nous avons mis en relief. La liberté des prix, octroyée tardivement et de façon brusque et rapide, s'est traduite par des ajustements qui leur ont fait perdre largement, la part de marché interne qu'elles détenaient. Elles se sont révélées être peu compétitives (en termes de *prix* et de *qualité* et elles subissent un préjugé défavorable tenace sur leur propre marché, pas toujours entièrement justifié.

Or, l'Algérie vient d'entamer un double processus d'ouverture plus accentuée de son économie, sans vraiment préparer son économie, et donc ses entreprises au choc encore plus fort (si cela aboutit) que cela va provoquer.

L'établissement d'une zone de libre échange avec l'Union Européenne

Ceci implique un démantèlement tarifaire important sans contrepartie réelle, l'Algérie n'ayant rien à exporter que des hydrocarbures qui obéissent au fonctionnement du marché mondial de ces produits. L'Algérie a depuis lors signé cet accord avec l'UE et démantelé toute sa protection tarifaire, ce qui a détruit une très grande partie du tissu industriel existant. Cette constatation qui est devenue réalité et qui n'était qu'une appréhension de notre part au moment où nous avons écrit initialement ce texte était donc prévisible compte tenu de la nature de l'économie algérienne.

Une bonne moitié, sinon plus, des entreprises industrielles et de l'emploi qu'elles représentent risque de disparaître définitivement sans aucune contrepartie annoncée pour le moment. *Le processus de désindustrialisation déjà largement entamé risque alors de se poursuivre à une allure beaucoup plus rapide et plus forte (ces deux phénomènes se sont effectivement réalisés).* Le marché européen nous est – théoriquement – ouvert. Qu'est-ce que nous attendons pour établir une stratégie industrielle (et / ou agricole) de rechange capable de dynamiser, en particulier par le biais de l'exportation, nos entreprises ? Mais, veut-on vraiment exporter alors que les lobbies de l'importation deviennent de plus en plus puissants ? De la même façon que pour la production qui subit plus d'entraves de toutes sortes que l'importation, *l'exportation qui devrait être le moteur de la relance, et donc débarrassée de toutes les entraves, et à la limite être subventionnée au démarrage, est au contraire bloquée, freinée, et n'arrive pas du tout à démarrer.* Et ce, dans tous les secteurs. Les Coréens (du Sud) et les Italiens ont exporté de tout à partir de petites (voire très petites) unités de production flexibles, sans charges excessives ou même sans charges du tout (l'informel de la troisième Italie). Ils ont aussi su construire à côté des entreprises « champions » qui ont pris des dimensions internationales et donc pouvant tirer la croissance alors que les autres ont une fonction plus importantes du point de vue de l'absorption de la force de travail (création d'emplois).

L'adhésion à l'OMC (Organisation mondiale du Commerce)

Cela ne peut être vraiment bénéfique que si nous avons une vision claire de ce que nous voulons construire comme type d'économie, et donc de spécialisation internationale pour pouvoir protéger ces industries naissantes (même si c'est temporairement), subventionner (exportation, agriculture) ; que si nous pouvons décider clairement et en toute connaissance de cause de ce qui sera livré à la concurrence internationale élargie.

Une polarisation excessive sur les hydrocarbures et un endettement précoce

On a trop souvent écrit que l'Algérie a investi « exclusivement » (ou trop) dans les industries dites « industrialisantes » (I.S.M.M.E.). Ceci est faux (en partie) si l'on examine de près les industries (et les masses financières requises à cet effet) implantées. Malheureusement, même celles qui étaient censées être légères, en termes de coefficients de capital, furent très « lourdes » en Algérie (textiles). (Oufriha; Djeflat 1986).

Mais à y regarder de plus près, on se rend compte que le plus gros de l'investissement, en termes de masses financières, en particulier en devises, mais aussi en compétences que cela nécessite, a été dirigé vers les hydrocarbures et sur la valorisation financière, et donc internationale de ces derniers et très peu dans leur transformation industrielle. La moitié, sinon plus, de ses investissements (énormes par ailleurs) et la plus grande partie de ses énergies et compétences de management furent dirigées vers la mise en place d'installations (hyper coûteuses) et d'exploitations permettant de les exporter- bruts ou quasi bruts - pour se procurer des devises, de façon obsessionnelle. Même la relance actuelle et la politique de partenariat que l'on prône, n'ont l'air de marcher que dans les investissements localisés dans les stades amont et pas du tout à l'aval des hydrocarbures. Ce qui accentuera encore le degré de « pétrolarisation » de l'économie.

Or, les hydrocarbures sont encore plus fortement capitalistiques que toutes les autres industries, et ont encore créé moins d'emploi que les industries lourdes. Mais surtout, ils tendent à devenir une enclave totalement exogène à l'économie.

Le *dutch disease*, malgré son nom, n'a pas déstructuré l'économie hollandaise (et par la suite anglaise) qui a réussi à absorber positivement la rente pétrolière, ce qui n'est pas du tout le cas de « *l'algerian disease* » (Benabdellah 1999). Au contraire !

Ce modèle de croissance fortement extensif et très fortement capitalistique (dans son volant industrie et hydrocarbures surtout, qui a absorbé très peu de main-d'œuvre, à court mais surtout à moyen et long terme, (même pas un demi-million d'emplois en 1999 pour une population active de 6 millions) s'est effectué dans un contexte initial international très favorable. Le fonctionnement du marché mondial du pétrole, suite au premier « choc pétrolier », lui procure, grâce à des

hydrocarbures préalablement nationalisés, des recettes extérieures et intérieures importantes. Il y a amélioration brusque de ses termes de l'échange, mais d'abord et surtout de sa balance commerciale. La fiscalité pétrolière procure au budget de l'Etat des ressources qui vont lui permettre de devenir le premier épargnant et le premier investisseur du pays mais qui se pose en « monopoleur » du développement malheureusement (Oufriha 1995b).

Malgré cette manne énorme l'Algérie, croyant « profiter » d'une conjoncture favorable au niveau des marchés financiers internationaux (abondance de pétrodollars en quête de placements, faibles taux d'intérêt), recourt de façon massive à l'endettement extérieur, tout en fermant son marché à tout investissement extérieur. S'ensuit alors une première phase de l'endettement (décennie 1970) qui, avec le recul du temps et la disponibilité de données chiffrées sur la dette, nous autorise à poser la question suivante : politique de construction d'une économie autocentrée comme l'affirment certains, ou d'endettement précoce et inconsidéré ? Les ressources financières énormes procurées par le premier « choc pétrolier » et la politique délibérée d'endettement servent à financer un processus excessif de surinvestissement par injections massives de capital (importé) qui expliquent les taux de croissance des principaux indicateurs de l'économie de cette période. Mais, les difficultés d'absorption se manifestent dès la fin de la décennie.

Le rythme de croissance des importations est supérieur à celui du P.I.B. C'est la mise en place d'entreprises fortement contraintes par les importations. Sur toute la décennie 1970-79, malgré une croissance explosive des revenus de l'exportation, le solde de la balance commerciale est constamment négatif (sauf en 1974), d'où la nécessité d'avoir à mobiliser, déjà, et par le biais de l'emprunt extérieur, des ressources (devises) pour financer :

- ce déficit commercial renouvelé ;
- les intérêts et le principal de la dette contractée, dont le stock croît rapidement.

Le ratio de la dette se met à grimper dès 1976. En 1979, il atteint déjà le niveau du maximum raisonnable acceptable sur le plan international, (soit 25%). A ce niveau, un grand nombre de pays ont demandé le rééchelonnement de leur dette...

Cette première phase se caractérise par le fait que les transferts nets restent constamment positifs. Cela veut dire, en d'autres termes, que l'Algérie n'a pas eu encore à payer véritablement la dette contractée. Elle devra le faire plus tard. Ces transferts nets viennent s'ajouter aux recettes au titre de ses exportations. L'appel à l'endettement s'intensifie entre les deux chocs pétroliers, et témoigne de l'importance que déjà le prix du pétrole a pris dans les équilibres macro-économiques de l'Algérie.

La seconde phase d'endettement commence dès le début de la décennie 1980 alors que le prix du pétrole caracole. Phase qui se voulait, et surtout se proclamait,

politique de remise en ordre de l'économie, de restructuration, et qui, trop souvent, prit le contre-pied de la période précédente, sans réellement faire la politique annoncée, ni parvenir aux objectifs proclamés.

- de 1980 à 1985, les transferts nets deviennent négatifs mais, ils s'accompagnent d'une baisse du stock de la dette, alors qu'au contraire, on enregistre une croissance de son service ;
- de 1986 à 1990, les transferts nets restent toujours négatifs, mais il y a une remontée spectaculaire du stock d'une dette, à délai de maturation de plus en plus court (crédits commerciaux empruntés aux taux du LIBOR sur la place financière de Londres).

En effet, la décennie 1980 s'ouvre avec le deuxième « choc pétrolier », mais aussi un nouveau plan quinquennal dont l'allocation sectorielle est complètement modifiée par rapport aux deux plans quadriennaux précédents. Ils se veulent une nouvelle façon de conduire le développement, qui met l'accent sur les infrastructures économiques et sociales, tout en essayant de terminer les restes à réaliser (R.A.R.) de la période précédente. Malheureusement, on stoppe toute industrialisation, sans réussir à remettre sur rail celle déjà implantée.

Les effets du deuxième choc pétrolier, associés à la hausse fulgurante du cours du dollar, dans un contexte de ralentissement de la croissance interne, vont permettre à l'Algérie d'entamer un premier processus de désendettement, sans grandes difficultés, sur toute la période quinquennale. Il est réalisé par un double mouvement que l'on peut saisir à travers :

- une forte décélération des importations et du P.I.B. qui y est trop dépendant pour obtenir des excédents systématiques dans la balance commerciale
- un usage des réserves de change.

Cette politique de « prudence » se traduit néanmoins par une hausse du service de la dette (24% en 1979 contre 38% en 1984) alors que les recettes se stabilisent à 14 milliards de dollars environ.

Survient en 1986 le « contrechoc pétrolier » mondial, et les recettes extérieures et intérieures liées au pétrole s'effondrent. C'est le retournement de la conjoncture internationale : la baisse drastique du prix du baril de pétrole et du dollar à travers lequel il est libellé inverse complètement la situation, cette fois-ci en défaveur de l'Algérie. Il y a une baisse brutale de ses recettes d'exportation (les termes de l'échange se réduisant pratiquement au prix des hydrocarbures et du cours du dollar) qui sont réduites presque de moitié. Au lieu de dévaluer, de rééchelonner et de changer de politiques (macro-économique, et sectorielles) et de train de vie, l'Algérie, commet l'erreur fatale de se retourner sur des crédits commerciaux qui sont à très court terme et très chers. Les marchés financiers lui étant désormais fermés, par suite de la dégradation de sa signature.

On peut tirer de ce bref rappel des faits, une leçon majeure : les mêmes mécanismes qui avaient permis à l'Algérie des ressources et une dette « euphorisante » (c'est-à-dire une dette facile gagée sur la rente pétrolière) se retournent et lui « imposent » des ressources fortement contractées et une dette rapidement strangulatoire. En effet, le stock de la dette s'accroît très vite, mais surtout le ratio du service de la dette grimpe à une allure vertigineuse : 34 pour cent en 1985, 57 pour cent en 1986, 77 pour cent en 1988 et près de 100 pour cent en 1991-92 (les chiffres exacts divergent selon les sources). Avec ce type d'endettement, l'Algérie est tombée dans la trappe de la dette ou endettement perpétuel (sauf retournement important de conjoncture). Les nouveaux emprunts ne servent plus à financer un quelconque investissement, mais à rembourser les emprunts précédents dans une spirale perverse, car sans fin.

L'Algérie refuse toujours de dévaluer (elle le fera la première fois en 1991 seulement) et surtout de rééchelonner sa dette. La tentative de re-profilage menée avec l'Italie et le Crédit Lyonnais se montre peu concluante. Le rééchelonnement n'est accepté qu'en 1994, alors que l'économie est exsangue et que, entre-temps, une trop forte dose d'austérité a été imposée à l'économie et à la société, non pour assurer un redressement quelconque mais pour échapper aux conditionnalités du FMI que l'on a finalement acceptées sans trop les négocier.

Le rééchelonnement a certes desserré provisoirement la strangulation financière externe en permettant à l'Algérie de disposer d'une partie plus importante de ses recettes d'exportation, mais le poids de la dette reste excessif par rapport aux exportations, si l'on en juge par les derniers ratios calculés par la Banque d'Algérie. Il suffit d'une petite dépression du marché pétrolier pour que ce ratio s'élève (1998) et d'une embellie du même marché pour que ce ratio descende. Mais, même dans ce cas, il reste trop élevé en 1999. Cependant, le marché pétrolier semble s'être retourné (de façon durable ?) en faveur de l'Algérie. De même le cours du dollar est alors élevé, alors qu'on avait craint le pire en 1998.

Le moment semble propice pour donner une impulsion beaucoup plus forte à une gestion plus active et plus éclairée de la dette en fonction de sa composition, et donc d'y mettre le paquet en termes de compétences et de personnes spécialisées avec des orientations et des directives claires de gestion et de résultats à rechercher. Cela suppose des personnes qui connaissent bien le fonctionnement des marchés des changes étrangers et leurs réactions pour pouvoir réorienter le profil de notre endettement en termes de multiples devises à gérer : quelles monnaies faut-il utiliser ? quels délais nous sont nécessaires pour payer le service de la dette et les importations ? Comment en sortir ? Cela suppose l'existence de spécialistes chevronnés, déjà formés ou à former dans des spécialités financières et monétaires très pointues et avec une vision prospective et offensive. Il faut sortir des gestions bureaucratiques, trop lentes, trop lourdes qui ne réagissent pas rapidement aux

modifications de l'environnement international. A des actions multiformes sur le plan interne, il faut combiner une offensive renouvelée sur le plan externe et qui, elle-même, peut prendre différentes formes.

L'initiative présidentielle récente (avec toutes les manœuvres diplomatiques qui l'ont accompagnée) de poser cette question avec celle de l'ensemble des pays à revenus intermédiaires au niveau du G8 à Tokyo est une excellente chose. Mais, ce n'est qu'un point de départ, l'action pour réussir doit être maintenue et accélérée.

La capacité de l'Algérie à renégocier de façon active le montant et la structure de sa dette est cruciale pour sortir de la strangulation et l'asphyxie financière de façon définitive.

Il faut arriver à en diminuer le poids : restructurations au minimum, remise de dettes, remise d'intérêts sont nécessaires. Remboursements anticipés dans cette période de hausse des cours ou rachats des créances avec décote : toutes les actions possibles pour se désendetter sont à encourager.

Il ne faut pas avoir « honte » de demander à ce niveau car notre « honneur » et notre « orgueil national » ne sont vraiment pas de mise. De plus, nous avons payé plusieurs fois les montants encaissés, suite aux intérêts composés, encore faut-il trouver les bons arguments et les bons avocats de cette cause. Il faut étudier attentivement les gestions actives qui ont réussi dans d'autres pays et s'en inspirer : par exemple reconvertir une partie des créances (dette) en participations avec des partenaires fiables et sérieux.

L'endettement, c'est aussi l'appel à de l'épargne extérieure qui se fait bien rémunérer. Or, l'épargne des ménages et des autres agents à excédent internes n'a pas été toujours vraiment sollicitée par le système bancaire par des politiques commerciales agressives sinon actives et ce, malgré sa pseudo-autonomie, car il continue à fonctionner comme une mauvaise administration avec trop de procédures, trop de lenteurs, le mépris du client, de son temps et de son argent. Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'une partie importante de l'épargne - théoriquement disponible au niveau des comptes économiques de la Comptabilité nationale - ne se retrouve pas du tout au niveau des dépôts bancaires. Dans ces conditions, les ménages préfèrent garder par devers eux leurs économies (en billets donc), et des agents économiques actifs, verser dans l'informel. Cela explique que beaucoup de liquidités tombent dans ce que nous appelons la trappe à monnaie, si l'on considère l'importance de la monnaie fiduciaire. Son utilisation n'a pas été de surcroît, d'une efficacité absolue en termes économiques.

Notons aussi par ailleurs, que les taux d'intérêt n'ont pas été des leviers d'action dans la mesure où ils ont été fixés en général à un niveau inférieur au taux d'inflation, et donc négatifs en termes réels. Nous y reviendrons. On observera que l'épargne publique elle-même, et en particulier l'épargne budgétaire est, elle-même trop tributaire des recettes pétrolières, et donc en fait du prix du baril de pétrole.

La vulnérabilité de ce type d'économie provient du fait que même l'épargne domestique, qui a financé une large partie de l'investissement, ne peut *être ni produite ni reproduite par les capacités internes et donc réelles de l'économie algérienne*. Elle dépend, elle aussi, du fonctionnement du marché pétrolier, des conditions certes d'offre et de demande du marché, *mais aussi des manipulations spéculatives des marchés boursiers et in fine des rapports de force de l'économie internationale*. Cela accroît le degré de vulnérabilité de l'économie, étant donné que l'amélioration ou la détérioration de ses termes de l'échange se réduisent à un seul paramètre, de plus, le même que celui de ses recettes d'exportation, et donc de sa capacité à payer la dette.

Les recettes d'exportation et budgétaires dépendent du prix du pétrole et leur pouvoir d'achat du cours du dollar. Quand on connaît le degré de volatilité de ces deux paramètres, leur évolution plus ou moins erratique, on comprend l'ampleur des chocs et des contre-chocs subis par l'économie algérienne, qui ne possède plus de ressorts endogènes d'atténuation des fluctuations d'un seul marché international et d'un marché si important et si stratégique pour les puissances industrialisées qu'il vaut certainement mieux ne pas en être trop dépendant.

Bien utilisées, nos ressources énergétiques sont, ou peuvent être, un atout, mais aussi et surtout un *cadeau empoisonné de la nature* dans le cas contraire. Ceci dit, et malgré toutes les critiques que nous avons formulées sur la manière dont l'industrialisation a été menée et le changement structurel qu'elle opère, il nous semble que, dans la phase de départ, elle était peut-être nécessaire, peut-être excusable. C'est son outrance même qui provoqua la réaction anti-industrialiste durant la deuxième phase qui stoppa plus qu'elle ne corrigea les distorsions provoquées, sans lui donner le temps de produire tous ses effets. De plus, il n'y eut pas arrêt de la recherche frénétique de la « devise » sur les marchés financiers internationaux et mobilisation de l'épargne interne.

Or, le *seul* moyen de se procurer de façon saine et sans risque, des devises pour un pays, c'est *d'exporter autre chose qu'une seule matière première*, qui de plus est aussi explosive que le pétrole, et donc, d'avoir des entreprises viables, compétitives (progressivement), de préférence *industrielles* (c'est là que la diversification des activités a été pendant très longtemps la plus forte) mais maintenant, et de plus en plus, de *services haut de gamme* mais aussi et souvent *agricoles et alimentaires* (on a trop tendance à l'oublier...). Les pays les plus industrialisés étant aussi le plus souvent fortement exportateurs de produits alimentaires transformés.

État-marché et politiques de développement : quelles relations ?

La relation Etat-marché dans le cadre d'une politique de développement renvoie à l'interrogation sur le type d'articulation, réussie ou pas, en dynamique. Il ne peut y avoir de développement économique sans insertion positive dans la division internationale du travail. Le type d'insertion, à travers la nature des exportations,

signale la qualité de la spécialisation. Plus elles sont diversifiées, plus elles incorporent du travail qualifié, meilleure est la spécialisation. Une politique de développement réussie est celle qui arrive à changer la spécialisation initiale et qui maintient le cap sur longue période. La capacité d'adaptation rapide aux mutations du marché international est cruciale. Cependant, il ne peut y avoir de réussite économique sans :

1- *Un Etat fort de développement* qui ait une vision d'ensemble et qui soit capable de formuler et de mettre en place une politique de mutations structurelles positivement orientée. Cela dépend :

- de la nature des élites politiques et de leurs représentations.
- de l'efficacité de la bureaucratie d'Etat.

2 - *La discipline du marché interne et du marché international.*

Ces derniers ne peuvent être mis au service du projet global que si l'on apprécie à leur juste mesure leurs forces et leurs faiblesses, de période en période. Les caractéristiques de fonctionnement du marché international sont décisives. Elles sont en bouleversement rapide suite à deux phénomènes majeurs :

- la régionalisation : c'est l'intégration productive de régions périphériques à un Centre et non plus le simple accroissement des flux de marchandises ;
- la globalisation : ce sont de nouvelles formes d'organisation et de fonctionnement des firmes industrielles, et de nouvelles répartitions des divisions inter et intra branches, introduisant de nouvelles spécialisations sur le plan international. Mais, c'est aussi la montée des services haut de gamme et à fort contenu technologique.

Dans cette contribution, nous avons tenté l'examen critique des caractéristiques majeures de deux types de politique économique de développement dont les résultats sont contrastés.

1) *L'exemple de l'Algérie*

- Comme cas illustratif extrême d'un développement qui s'est voulu autocentré et qui a récusé totalement les lois du marché international.
- Il s'est voulu aussi planifié avec la récusation du marché interne.

On doit constater qu'il a échoué.

2) L'exemple des pays du sud-est asiatique, en particulier de la Corée du Sud dont le point de départ était similaire à celui de l'Algérie, comme cas illustratif d'un développement s'appuyant sur les mécanismes du marché interne et du marché international qu'un Etat fort de développement a su mettre au service de son projet développementaliste et qui a réussi.

Le rejet du marché interne et externe ou l'échec d'une politique du développement

Ce modèle fut conçu et réalisé en Algérie par un Etat jeune, prosélyte, appuyé sur une bureaucratie segmentée et inefficace, moyennant planification financière. Sa caractéristique majeure consiste dans le refus de l'aiguillon de la concurrence interne et externe.

- sur le plan interne, c'est la mise en place d'entreprise(s) - branche(s) publique(s) en situation de monopole interne, à qui on confia, de surcroît, le monopole de l'importation. Ceci va dévoyer leur fonctionnement. Elles ne purent développer leur compétitivité interne.
- sur le plan externe, on ne fixa aucun objectif d'exportation à ces entreprises (et même on y mit des freins) qui ne purent de ce fait développer leur compétitivité externe.

Le refus du marché se traduit par l'accentuation plutôt que la correction des imperfections et des inefficacités macro-économiques de ce dernier.

En fait, on est face à un modèle de croissance et d'industrialisation extensive, fondé sur la valorisation financière des hydrocarbures, avec endettement précoce et déstructuration de l'agriculture en phase de croissance démographique rapide :

- qui systématiquement a tourné le dos aux dotations factorielles et qui, en particulier, ne prit pas en considération l'abondance du facteur travail (le « cadeau démographique et économique » a été érigé en frein).
- dont l'intensité capitaliste (doublée de surcoûts) est telle que, malgré des taux d'accumulation sans précédent, elle s'opposa à l'absorption de la force du travail.
- qui pratiqua des taux d'accumulation extrêmes lesquels ne sont pas suffisants en soi pour assurer un décollage réussi et à long terme.
- qui privilégia l'investissement au premier stade amont, ce qui n'assure pas *ipso facto* la certitude de pouvoir descendre les filières de production vers l'aval et qui ne se produisit nullement.
- qui laissa se développer une extraversion trop poussée, par les biens capitaux et par les intrants, reconduite de période en période. Elle s'opposa à une quelconque endogénéisation et/ou intensification du processus d'industrialisation.
- qui procéda à des choix technologiques biaisés et systématiques en faveur des biens capitaux importés.
- ils furent accentués par une gestion inappropriée du marché et de la force de travail.

- qui mena des politiques salariales et de « surprotection » de la main-d'œuvre déjà embauchée aboutissant à un renchérissement du coût du facteur de production le plus abondant et le plus disponible sur place, mais d'une faible productivité.
- dont la politique d'éducationformation a concerné plus l'enseignement que la formation de compétences professionnelles requises par l'économie.

Finalement on enregistre :

- l'échec de la création d'une classe ouvrière habile, productive, disciplinée, et donc de l'augmentation de sa productivité et d'une entreprise productive.
- l'échec de la transplantation mimétique et formelle du modèle d'entreprise fordiste dans un contexte économique, social et culturel totalement différent.
- l'ensemble des choix et des interventions de l'Etat n'a pas tendu à mettre au service de son projet, les forces et les disciplines du marché.
- ils n'ont pas cherché à améliorer l'efficacité de fonctionnement de ces derniers.
- ils ont créé des inefficacités plus fortes.

Le résultat en fut un échec global avec une économie qui présente les caractéristiques suivantes :

- une économie mono exportatrice donc mono spécialisée dans un produit très particulier : « l'algerian disease » qui en est résultée est une économie explosive.
- le degré de structuration par les hydrocarbures, et la rente qu'ils procurent constitue un élément puissant de freinage qui s'oppose à des reconversions rapides, d'où il en ressort une économie :
- extravertie, et donc trop contrainte par les importations.
- qui enregistre des taux de chômage très élevés.

Expériences de développement réussies : une articulation synergique d'un État fort de développement dans un contexte de marché et d'économie ouverte

L'Etat fort de développement c'est celui qui sait construire progressivement des avantages comparatifs, en s'appuyant sur les dotations factorielles initiales, pour arriver à une meilleure spécialisation, une spécialisation plus avantageuse. C'est aussi celui qui sait intelligemment déconnecter les différents types de prix (taux d'intérêts, taux de change...) pour assurer une efficacité macro-économique accrue, qui s'appuie sur des efficacités micro-économiques construites qui sait passer outre, quand cela est nécessaire, à l'avis des Institutions Financières Internationales.

Il y a une combinaison souple et judicieuse d'une stratégie d'exportation et d'une stratégie d'industrialisation par substitution d'importation qui lui est préalable pour construire le tissu industriel, et de façon générale économique, pour pouvoir exporter précisément.

On peut noter les caractéristiques suivantes :

- une subvention initiale de l'industrialisation, c'est-à-dire des producteurs et non des consommateurs (et donc, dans ce cas là, des producteurs étrangers via l'importation des biens de consommation).
- une mise en place d'un bon régime commercial, avec un niveau de protection raisonnable, mais non définitif. Le désarmement tarifaire intervient seulement après décollage, et surtout on ne crée pas de situation favorable aux importateurs mais aux exportateurs.
- un bon système de prix, absolus et relatifs dans tous les domaines (des produits, du travail, de la monnaie, du capital..) a conforté les agents économiques dans la prise de décisions pertinentes.
- le développement accéléré d'exportations diversifiées de produits nationaux manufacturés, et donc, le maintien de l'économie et des produits nationaux à un degré de compétitivité internationale acceptable a été un objectif constamment poursuivi et obtenu.
- une stabilité et une continuité des politiques publiques pour développer et retenir sur place, capitaux et cadres compétents.
- l'encouragement des IDE : c'est d'abord réussir l'aménagement du terrain de réception et la capacité d'absorption de l'économie. Autrement, les résultats risquent d'être très décevants.
- la pratique de politiques sélectives pour accroître le degré d'efficacité de son économie est le seul critère justifiant et légitimant les interventions de l'Etat.
- il a visé la diversification effective et rapide du secteur manufacturier en partant de l'aval et en réussissant la remontée des filières mais aussi des services et ce, sans oublier l'agriculture.
- il a procédé à des choix raisonnés et diversifiés technologiques doublés d'une politique d'apprentissage et d'adaptation de la technologie à son contexte permettent une maîtrise relativement rapide.
- il s'est attelé à la construction résolue et systématique et à très long terme de l'efficacité productive de sa main-d'œuvre ce qui suppose la mise en place d'un bon système d'éducation-formation et une politique salariale adéquate. Ce dernier a été capable de créer des élites efficaces et compétentes dans tous les domaines
- la construction d'un bon système financier et bancaire pour drainer l'épargne domestique, financer et accompagner les entrepreneurs, et ne

pas recourir systématiquement à l'emprunt extérieur est une nécessité absolue que l'Etat coréen a su réaliser de façon adéquate.

- la construction d'une infrastructure économique de qualité en particulier celle concernant les transports collectifs et des télécommunications fiables est indispensable. Elle a été réalisée correctement en Corée .

Qu'est ce qui explique le mieux les réussites ?

- apprendre plus vite et mieux à bien travailler, de façon efficace.
- se construire une classe ouvrière éduquée, disciplinée et diversifiée et des élites véritables dans tous les domaines.
- savoir subventionner de façon plus efficace la diversification de son économie (la production non la consommation), ceci de façon non définitive.
- ne pas accentuer les éventuelles distorsions du marché, mais au contraire les corriger. Les subventions doivent être subordonnées à des critères de performance.
- lutter rapidement et efficacement contre toutes les formes de monopoles et toutes les formes d'inefficacité.
- des exportations délibérées et systématiques, plus que dans les autres économies, c'est l'imposition aux travailleurs et aux entreprises, dès le départ, de la discipline du marché international, tout en conservant fermé son marché à l'importation. Parmi les critères de performances retenus : les parts de marché à l'exportation de produits manufacturés sont cruciales.
- la mondialisation a alimenté la régionalisation.
- l'ouverture économique et l'intégration à l'économie mondiale a précédé la régionalisation.
- au contraire, dans le cas de l'Algérie et des PTM (pays tiers méditerranéen) il y a échec global de la politique autocentrée et étatique. La réussite de la transition à l'économie de marché est subordonnée à la construction d'une offre compétitive.
- il y a nécessité de redéfinir le rôle de l'Etat, et donc les modalités de son intervention à la lumière des mutations au cours.

La libéralisation interne et externe ne signifie pas que le marché tout seul va corriger les asymétries et les distorsions fortes introduites par les politiques précédentes

Il faut débloquer les situations inadéquates. Par exemple, la privatisation n'est pas un objectif en soi, mais c'est le développement de la concurrence et de l'efficacité de fonctionnement de l'économie qui doit être visé.

Il faut alors :

- identifier les situations de rente pour y mettre fin.
- repérer les inefficacités pour les corriger : politique fiscale, régime commercial, régime de change, etc. mais aussi production de nouvelles qualifications requises par le développement des nouvelles technologies, des services nouveaux haut de gamme.
- mais surtout, prendre en compte le nouveau type de fonctionnement des entreprises multinationales et de l'économie internationale globalisée.
- il n'y a pas de véritable industrie privée, compétitive et donc de véritables entrepreneurs en Algérie. Il faut mettre en place les mécanismes économiques et non bureaucratiques de leur émergence.
- une politique industrielle est nécessaire comme vision, et comme articulation des différents éléments constitutifs.
- une politique d'intensification agricole qui aille de pair avec la diversification des activités de services constitue un impératif majeur.
- le modèle fordiste d'entreprise a épuisé ses effets, de toute façon il était inadapté. Les entreprises plus petites et en réseaux semblent donner de meilleurs résultats, si elles n'adoptent pas les mêmes attitudes que les « grandes entreprises » telles que les a mises en place l'Algérie au cours de sa phase initiale de développement.

Conclusion

Réussir une politique de développement est une entreprise délicate et complexe. Il faut sortir des débats de nature idéologiques qui les ont longtemps marqués et dépasser le stade simpliste de l'opposition : économie de marché versus économie planifiée car les expériences concrètement menées nous apprennent qu'il n'y a pas de recette miracle mais que toutes une série de conditions doivent être réunies et adaptées de périodes en périodes en fonction du contexte économique interne et externe. Nous avons maintenant suffisamment de recul et d'expériences de toutes sortes pour ne pas nous enfermer dans des schémas simplistes donc inefficaces et souvent dangereux car menant à des impasses.

Note

1. Au recensement de 1997, – il s'établit à 44 pour cent alors que les sources antérieures le situaient à environ 30 pour cent.